

**ROUGES ET VERTS,
ÇA CHANGE TOUT!**

Ecologie - Socialisme - Démocratie

Le Manifeste du Mouvement

VEGA
ROUGES & VERTS



Manifeste du Mouvement VEGA

La première partie de notre Manifeste (excepté le point 1.5) a été votée lors notre assemblée générale du 9 mars 2014.

La deuxième partie de notre Manifeste (ainsi que le point 1.5 de la première partie) a été adoptée provisoirement lors de notre AG du 6 avril 2014 et a fait l'objet d'un vote général favorable sur le texte amendé.



INTRODUCTION



Nous sommes des citoyens, de différents courants de pensée issus des luttes sociales et environnementales. Nous sommes révoltés à la fois par les drames sociaux, économiques ou écologiques en cours. Face au rouleau compresseur qui détruit nos conquêtes sociales et notre environnement sans offrir aucun réel espoir d'amélioration, nous faisons le constat de l'incapacité des partis « traditionnels » et des dirigeants politiques actuels de mener la résistance, d'élaborer une alternative crédible et de mettre en œuvre des réponses positives, socialement justes et écologiquement viables. Le discours du « sans nous ce serait pire » n'est plus tolérable tellement il est mensonger.

Ayant la volonté de porter une réponse politique démocratique adaptée aux enjeux de notre époque, nous créons aujourd'hui une nouvelle structure politique afin de porter ensemble des réponses aux problèmes de notre temps. Celles-ci s'articulent autour de trois idées fondatrices : écologie, socialisme et démocratie.

Première partie: dans les traces du Conseil National de la Résistance



1.1. LA PROMESSE DES JOURS HEUREUX



L'humanité est riche de connaissances, d'expériences et de traditions la rendant à même, plus que jamais au cours de son histoire, d'offrir à chaque citoyen la perspective d'une vie autonome et heureuse. Elle est aujourd'hui en mesure de libérer les hommes et les femmes de l'angoisse du lendemain et des contingences matérielles les plus aliénantes. Elle a les moyens de protéger largement chaque être humain contre les conséquences des coups du sort notamment en lui donnant accès aux biens et services nécessaires pour mener une vie conforme à la dignité humaine. Elle est en mesure de relever les humiliations et de mettre un terme aux injustices qui gangrèment les rapports sociaux, notamment entre les hommes et les femmes. Elle a la responsabilité de faire prévaloir l'égalité sur la domination et la violence, notamment celles exercées par les féodalités économiques et financières.

Les souffrances humaines, invisibles ou spectaculaires, ici ou ailleurs, présentes ou en gestation, sont d'autant plus insupportables qu'il est, le plus souvent, en notre pouvoir de les prévenir. L'indifférence politique face au malheur est d'autant plus révoltante qu'il n'est plus possible de la justifier par notre ignorance. Il est donc de notre responsabilité de transformer la promesse de jours meilleurs en réalité. En tant que nouveau mouvement politique, nous entendons assumer notre part pour les faire advenir.



1.2. LES PRINCIPES



Ce sont les êtres humains qui font les sociétés qu'ils habitent. Nous créons, reproduisons et transformons les rapports sociaux qui gouvernent nos vies. L'histoire et la géographie nous enseignent la puissance de la créativité humaine pour s'adapter à son environnement, inventer de nouvelles institutions, façonner de nouveaux modes de vie et réaliser de nouvelles aspirations. Nous avons confiance dans la capacité humaine à rendre le monde meilleur. Nous savons qu'il est en notre pouvoir de le soumettre à des critères de justice toujours plus exigeants.

Nous avons également appris de l'histoire, particulièrement au cours du 20ème siècle, que le savoir n'est pas pour autant un rempart efficace contre les guerres, les régressions ou les barbaries. Nous sommes lucides quant aux propensions humaines à l'autodestruction. Les développements sans précédent des techniques et des moyens de gestion de l'information démultiplient de surcroît les conséquences possibles de la démesure humaine. Ils génèrent de nouvelles incertitudes et créent des menaces inédites. L'essor technologique modifie fondamentalement les rapports que l'humanité entretient avec son milieu de vie sans que les sociétés modernes n'en aient pour autant pris toute la mesure et développé l'intelligence collective nécessaire à sa maîtrise.

Nous savons que nos modes de vie, de production et de consommation épuisent les ressources de la planète et altèrent les équilibres qui soutiennent le développement de la vie. Ces bouleversements ont désormais lieu à une allure et dans une proportion tels que la civilisation et la diversité même de la vie sur Terre sont menacées à relativement brève échéance. Tous les êtres humains ont en commun leur dépendance à la biosphère, seul écosystème dont la vie humaine ne peut être dissociée. Nous sommes dès lors conscients de la vulnérabilité de la vie et de la fragilité du monde que nous habitons.

Pour toutes ces raisons, nous entendons œuvrer à une transformation en profondeur, radicale et concrète, de la société et de ses institutions.

Plusieurs balises gouvernent notre action.

Parce que nous sommes démocrates, nous entendons soumettre l'ordre social à la délibération collective. La voix de chaque citoyen compte également au cours de la formation de la règle collective. Aucun citoyen ne peut en conséquence faire valoir dans la sphère publique un accès privilégié à la vérité, quelle qu'en soit la nature ou le statut. L'ordre social, dans une société démocratique, n'a d'autres garants que ceux sur lesquels les citoyens s'accordent.

Des fondateurs du libéralisme politique, nous retenons l'accueil du pluralisme des opinions, de la multiplicité des conceptions de la vie bonne et de la diversité des modes de vie. Il s'agit d'une richesse collective et d'une évolution irréversible des sociétés modernes. Le temps des mondes homogènes est révolu depuis longtemps. Vouloir y revenir nous plongerait inévitablement dans la violence. C'est pour cela, notamment, que l'Etat se doit d'être laïque, de préserver et d'étendre les conquêtes des droits civils et politiques. Plus largement, nous serons intransigeants sur le respect des libertés fondamentales. Nous combattons les dérives sécuritaires qui, souvent au nom de la « défense de la liberté », les restreignent ou les bafouent. Nous ne tolérerons pas davantage les racismes, qu'elles qu'en soient la forme et l'expression.

Dans la filiation républicaine, nous faisons prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. L'intérêt général exprime et permet l'épanouissement de notre commune humanité. Il se nourrit de la pratique de la solidarité dont nous savons combien elle contribue au bien-être et au bien-vivre. Chaque citoyen, notamment à travers les différentes formes de participation aux affaires de la Cité, a vocation à en être le dépositaire autant qu'à en devenir le porte-parole. VEGA plaide pour une démocratisation soutenue et permanente de la société.

Parce que nous sommes socialistes, nous entendons transformer les structures de l'économie et de la société, notamment en utilisant les instruments de l'Etat pour contrer l'accumulation effrénée des richesses et les redistribuer de façon équitable, en construisant une véritable démocratie économique au sein même des entreprises, afin de donner un contenu effectif à la promesse d'égalité. Dans toutes nos actions, nous cherchons à favoriser l'émancipation de chacun et de tous.

Dans le cadre de la lutte des classes, nous nous situons dans le camp de ceux qui n'ont d'autre choix que de vendre leur force de travail, qu'elle soit physique ou intellectuelle, contre ceux qui détiennent le capital et/ou les grands instruments de production. Raison pour laquelle, nous luttons notamment pour le contrôle collectif de ces moyens économiques afin de déterminer les fins qu'ils doivent servir.

Nous prônons la coopération économique plutôt que la compétition, le juste échange plutôt que le libre échange, l'intérêt général plutôt que le profit actionnarial individuel, l'économie sociale, plutôt que l'économie capitaliste.

Nous militons pour l'inscription des principales ressources naturelles ainsi que des héritages intellectuels, culturels et scientifiques au titre de biens communs de l'humanité, inaliénables à des intérêts particuliers.

S'inspirant des fondements du socialisme historique, nous nous engageons dans la voie de l'antimilitarisme et de la résolution des conflits par des moyens non-violents. Nous nous engageons à mettre en œuvre une politique de sécurité et de défense pacifiste. Les entreprises et les usines liées à la production d'armements feront – par exemple – l'objet d'une reconversion par la production d'équipements sociaux et collectifs en vue du « bien commun ».

Parce que nous sommes écologistes, nous savons que tout acte a des conséquences et que la prudence doit guider nos politiques. Nous récusons toutes les prétentions au savoir absolu, qu'elles s'incarnent dans l'Etat, le marché ou la science. Les institutions politiques, économiques ou culturelles doivent être des instruments au service de l'épanouissement des femmes et des hommes, de l'habitabilité des mondes qu'ils façonnent et de la préservation des écosystèmes dont ils dépendent. Elles ne devraient jamais devenir des outils de domination et d'asservissement, de désespérance et d'abêtissement. Sous peine de faire des êtres humains les marionnettes de leurs propres créations, les institutions humaines doivent apprendre à favoriser systématiquement la remise en question des préjugés qui les sous-tendent. De même, elles doivent ménager l'avenir en tenant compte de l'incertitude qui caractérise toute action humaine.

Riches de ces engagements politiques et militants, nous entendons remettre l'intérêt général et le bien commun, définis collectivement et démocratiquement, au centre de l'action politique. Nous entendons contribuer à faire advenir une société d'égaux en accord avec la planète qu'ils habitent. Nos aspirations partagées à la justice sociale trouveront des voies de se réaliser tant par le biais de la proposition politique que par le biais d'actions collectives de résistance et de mises en œuvre d'alternatives dans un esprit de solidarité et de coopération. Nous voulons substituer à la culture de la compétition, reflet de la concurrence capitaliste, une culture de collaboration, reflet de la société solidaire que nous entendons construire.

Une telle société est incompatible avec la mainmise de la logique capitaliste sur le monde et la fuite en avant productiviste qui en est le corollaire.



1.3. LA MENACE CAPITALISTE ET PRODUCTIVISTE



L'humanité est prisonnière des logiques capitaliste et productiviste qui ont pris possession du monde et tendent, si on ne leur résiste pas, à s'imposer à toutes et à tous, jusqu'à la ruine collective. Plusieurs décennies d'extension du champ d'action du capitalisme ont affaibli les digues érigées pour protéger la société contre l'appât du profit. Le développement du capitalisme s'est nourri et a entretenu la croyance mortifère selon laquelle le salut de l'humanité tiendrait dans l'augmentation infinie de la production et de la consommation. La variante néolibérale du capitalisme, déployée avec force particulièrement depuis les années 1970, a accéléré ce processus de dépossession citoyenne par les détenteurs du capital –surtout financier– en instaurant par la même occasion un processus accéléré d'invololution démocratique.

Pour mettre l'économie au service de l'humanité, il nous faut rompre tant avec l'hégémonie culturelle du capitalisme qu'avec la foi inconsidérée dans le productivisme. Idéologies du temps présent, elles nous aveuglent, nous empêchent d'agir et brident les possibles.

Afin de maintenir ou d'augmenter le profit, la logique capitaliste induit en effet une course éperdue après la croissance qui épuise la planète et les travailleurs, exclut les femmes et les hommes dont elle n'a pas l'utilité, conditionne les nouvelles générations aux besoins du marché, et dicte leur conduite à des gouvernements et à des parlements qui s'en complaisent. Elle aiguise sous des formes sans cesse renouvelées la compétition entre les êtres humains et entre les territoires dans une course infinie à l'accumulation. Les inégalités se creusent, chez nous comme à l'échelle du globe. Les souffrances, au travail et en dehors, augmentent et ceux qui les endurent sont de plus en plus souvent stigmatisés. En dépit de toutes les promesses de liberté, la vie est dure pour ceux pour qui chaque euro est compté, les biens de base chers, toute démarche administrative un parcours du combattant, la conformité aux modèles véhiculés illusoire et le regard des autres souvent difficile à supporter.

La logique capitaliste vise l'accaparement par un petit nombre, de la richesse produite par le travail du plus grand nombre. Elle est à la fois le résultat et la source de la concurrence généralisée. Elle déchaîne le sauve-qui-peut et le chacun pour soi, ce qui renforce à son tour la pression concurrentielle qui pèse, à des degrés divers, sur toutes et tous. Elle tend à l'intériorisation de la responsabilité des échecs et à la minimisation de la dimension collective des succès. Elle fait du marché universel l'étalon des choses et des êtres. Toute valeur se mesure à son prix sur le marché, du coût qu'elle implique pour celui qui cherche à s'en rendre maître, du profit qu'elle contient en puissance pour celui qui la détient. Ce faisant, toute forme de délibération collective sur les fins et les moyens de la vie en société tend à devenir inopérante, noyée dans la concurrence généralisée, relevant du jeu contingent des préférences individuelles. La notion d'intérêt général perd son sens autant qu'elle se vide de tout contenu. La pratique politique devient un simulacre de démocratie, tiraillée entre cynisme et conformisme.

La fuite en avant productiviste conduit à la surexploitation systématique et accélérée des ressources communes, qu'elles soient le produit de la nature, du travail des hommes ou de la combinaison des deux, essentiellement au profit d'une minorité, qui n'est pour autant jamais rassasiée. Alors que l'opulence de quelques-uns s'accroît d'année en année, une crise climatique et alimentaire menace des millions de personnes à travers le monde. Les intérêts des possédants sont âprement protégés tandis que les conséquences prévisibles de la crise climatique et alimentaire pèsent bien peu lorsque le moment des décisions arrive.

Logiques puissantes et insidieuses, le capitalisme et le productivisme n'en sont pas pour autant des faits de nature. Ils ne constituent pas l'horizon indépassable de l'humanité. Leur perpétuation et les tendances mortifères qui en découlent dépendent en particulier de la collaboration, plus ou moins volontaire, de ceux qui leur donnent corps et des institutions qui les soutiennent et les protègent. A l'heure actuelle, la mondialisation et la globalisation économique génèrent des institutions financières et politiques (FMI, BM, OMC, BCE, UE,...) dont le rôle premier est au contraire de privatiser la gestion politique afin de la soumettre aux intérêts particuliers des puissances financières et industrielles. Ces institutions contingentent et réduisent de plus en plus l'expression de la démocratie à un simulacre. La démocratie réelle ne peut se réaliser que si elle s'applique autant à la gestion de l'économie de la cité qu'à sa gestion politique.

L'engagement des citoyens en politique pour changer de trajectoire est indispensable même s'il est certainement ardu. Aujourd'hui, l'utopie n'est pas de croire que l'avènement d'un autre monde est possible. L'utopie est de croire qu'on pourra continuer longtemps encore sur les mêmes bases que celles qui prévalent aujourd'hui. Plus que jamais, l'avenir tient à la revalorisation de la politique. Il réside dans la transformation démocratique en profondeur de l'approche politique et l'approfondissement de la démocratie pour créer les conditions de l'épanouissement de notre commune humanité.



1.4. LES INSUFFISANCES DES RÉPONSES ACTUELLES



Les solutions aujourd'hui mises en avant pour atténuer les effets les plus dévastateurs du capitalisme et du productivisme sont en effet aussi insuffisantes qu'inefficaces.

Le capitalisme vert est ainsi une tromperie. Sous couvert de développement durable et repeint en vert, le capitalisme offre un nouvel espace à la recherche du profit maximal et immédiat, au productivisme et au consumérisme. Il s'accommode trop bien de dynamiques impérialistes et d'horizons de court terme, reportant toujours à plus tard les choix difficiles et les atteintes aux intérêts des privilégiés. Nous refusons tout autant le discours écologiste lorsqu'il se contente de culpabiliser les individus et s'abstient de souligner le rôle de toutes les structures qui cimentent l'organisation économique actuelle. Nous voulons nous attaquer aux modes de production et de consommation qui exploitent les plus précaires, pillent les pays du Sud et malmènent la planète. Notre écologie est sociale. Elle approfondit et prolonge les combats historiques de la gauche.

La social-démocratie est tout autant dans l'impasse. Nous réfutons la doctrine selon laquelle toute redistribution des richesses passe d'abord par la relance de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et la hausse de la consommation globale. C'est un double contresens. Nous savons, d'une part, que les richesses existent, et qu'il n'y a pas lieu de remettre sans cesse au lendemain une distribution plus égalitaire du produit de l'activité humaine. Nous voyons, d'autre part, que cette doctrine repose sur un modèle d'expansion infinie. Celui-ci conduit au suicide de l'humanité car elle vit au sein d'un espace fini. Selon toute vraisemblance, elle mène également à de nouveaux conflits et guerres pour le contrôle des ressources stratégiques. Nous ne participerons pas à cette tragédie collective annoncée. Nous prenons par ailleurs acte de l'incapacité récurrente, résultant de l'absence de volonté de ceux qui incarnent la social-démocratie européenne à infléchir le rapport de force en faveur du travail et des services publics qu'ils prétendent pourtant défendre. C'est par exemple au nom de l'emploi que la sécurité sociale et le droit du travail sont progressivement détricotés. Nous constatons qu'à contrario des grandes déclarations, les héritiers de la social-démocratie participent activement à la mise en place de mécanismes qui rendent le travail et les services publics de plus en plus vulnérables au niveau européen.

L'évolution de l'Union Européenne (UE) est en effet particulièrement symptomatique. D'une promesse de paix et de prospérité, elle est devenue l'instrument privilégié de la mise en concurrence généralisée des travailleurs et des territoires de toute l'Europe. Avec l'aval de la majorité des élus et des dirigeants politiques européens, l'Union européenne est devenue un bastion et un fer de lance du néolibéralisme, quelle que soit l'opinion, régulièrement bafouée, de ses citoyens sur une telle orientation politique. Au lieu de servir tous les citoyens, la construction européenne, mise au service des grands intérêts économiques, financiers et technocratiques, verrouillée par les traités européens dans le néolibéralisme, et l'imposition de plans d'austérité successifs aux dépens des plus pauvres, restreint les possibles quand elle devrait les ouvrir. Elle institue une compétition dévastatrice entre les systèmes sociaux des Etats membres. Elle promeut la recherche indéfinie d'une compétitivité source de gaspillages humains et environnementaux, chez nous et ailleurs dans le monde. Elle poursuit activement l'extension du domaine marchand et la destruction des services publics au profit de quelques-uns. Elle préfère imposer l'austérité à ses Etats membres et la misère à une part croissante de ses habitants plutôt que de favoriser la remise à plat des termes de la coopération à l'échelle du continent. L'Europe néolibérale, prisonnière de la doctrine de la concurrence « libre et non faussée », empêche aussi de maîtriser et d'orienter le contenu de la production et de l'échange vers des objectifs utiles en ligne avec les besoins humains et le respect de la biosphère. Enfin, elle discrédite toute expression de la souveraineté populaire dès que celle-ci s'écarte de ses orientations.





1.5.1. L'Union européenne

L'Union européenne est le fruit d'une construction sous déficit démocratique permanent, sous forte influence de la finance et du business, ainsi que d'institutions internationales telles que l'OTAN. Il en résulte une Union européenne dans laquelle les intérêts des citoyens sont largement sacrifiés.

Nous ne sommes pas dupes : il n'est pas innocent que les gouvernements ont généralement mal communiqué sur les buts de l'Union en construction, sans compter qu'on s'est ingénié à rendre obscur le contenu des traités européens, depuis Rome jusqu'à Lisbonne en passant par Maastricht ou Nice. Même la procédure créant la possibilité de quitter l'UE n'a pas été prévue par les traités avant 2009 (article 50 du Traité de Lisbonne). On a aussi fait obstacle à toute contestation idéologique en bloquant la possibilité de soumettre un traité à référendum ou une procédure d'amendement de la Constitution en Belgique, ou dans les pays qui ont organisé un référendum, en ignorant la décision démocratique des peuples qui se sont prononcés contre ce Traité.

Ce n'est donc pas par nationalisme que nous réclamons l'étude de l'application à la Belgique de l'article 50 du Traité de Lisbonne, mais par souci de provoquer un débat sur le fonctionnement des institutions européennes (Conseil des Ministres, Commission, Parlement, Conseil européen, la BCE, la Cour de Justice européenne et autres institutions) et les lobbies gravitant autour. Cela permettrait d'ouvrir une révision complète des traités afin de proposer des solutions alternatives véritablement démocratiques, sociales et prenant en compte la durabilité de notre écosystème. À défaut d'une telle révision, nous ne saurions que proposer le retrait de notre pays de l'UE, car nous souhaitons participer à un projet européen réellement démocratique, social et écologiquement durable, en attendant un projet mondial qui le serait également. Actuellement, l'Europe néolibérale est très loin de répondre à nos vœux.

La primauté du marché sur toute autre considération, qui correspond avant tout à la défense des « droits » capitalistes, fonde notre opposition la plus vigoureuse à l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui. Celle-ci empêche non seulement le renforcement de la justice sociale, mais provoque l'écrasement progressif des conquêtes sociales au nom de la concurrence " libre et non faussée " entre les différents États. Elle bloque les tentatives d'harmonisation fiscale ainsi qu'une véritable politique environnementale, un strict contrôle des cultures génétiquement modifiées – etc.

Dans ce monde de tous les dangers, celui qui pèse sur la paix n'est pas le moindre. Nous assistons à la multiplication d'interventions armées, parfois menées par procuration. Derrière la façade médiatique, l'expérience nous montre que les aventures militaires visent souvent des intérêts, directs ou indirects, de type néocolonial et géostratégique, ou/et à étouffer des mouvements populaires légitimes. Or, dans ce monde que le bloc atlantiste voudrait unipolaire, les tensions entre puissances risquent de monter. La superpuissance américaine en déclin n'a pas perdu sa dangerosité. L'UE, pour sa part, vassalisée par l'impérialisme US, ne dispose que d'armées nationales souvent mises au service de l'OTAN, n'a pas de vraie politique extérieure commune et autonome et n'a jamais sanctionné ses États membres impliqués dans des interventions illégitimes. L'OTAN, censée exister pour faire face aux agressions extérieures, est en réalité l'instrument d'une politique agressive (cf. ex-Yougoslavie, Moyen-Orient, Libye), une machine service de la guerre économique. L'appartenance de la Belgique à l'OTAN, et a fortiori la présence de l'OTAN et le stockage illégal d'armes atomiques sur notre sol, ne répond à aucune nécessité pour notre pays. Rien ne garantit que le monde actuel ou celui de nos enfants soit à l'abri d'une nouvelle conflagration générale. On se souvient à ce propos du mot de Jaurès: " Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ". Pour toutes ces raisons, nous réclamons la sortie de la Belgique de l'OTAN et nous réclamons sa suppression...

En matière internationale aussi, la démocratie apparaît comme la clé de voûte de notre projet écosocialiste. La démocratie n'est pas ce qui caractérise le fonctionnement des grandes instances financières et commerciales (FMI, Banque mondiale, OMC) qui mènent au niveau mondial la même politique que celle imposée aux peuples d'Europe. Ces organismes, fondés sur des critères économiques d'inspiration néolibérale dont la pertinence échappe aux populations qui en sont victimes, et sur un libre-échange effréné, appliquent en fait le droit du plus fort. Dictant leur loi aux États, ils s'y substituent de plus en plus. Droit du plus fort aussi, celui que l'idéologie de l'Alliance atlantique entend faire régner sous prétexte de lutte antiterroriste ou de défense de la démocratie contre certains régimes dictatoriaux. La démocratie ne s'impose pas de l'extérieur, par une politique opaque décidée en dehors de toute consultation citoyenne, s'accommodant volontiers de potentats vassaux, manipulant des révoltes populaires et utilisant en sous-main des groupes extrémistes. C'est en dehors de tout contrôle que prospèrent l'industrie et le trafic des armes. Et que l'OTAN, au mépris du droit international, foment par exemple ses plans d'attaque nucléaire dans son centre de commandement de Mons. Les mêmes qui prétendent exporter la démocratie sont ceux qui la vident peu à peu de sa substance chez nous, et la mettent en danger dans le monde à travers la surveillance des télécommunications (cf. l'affaire Snowden) qui donne à la mondialisation des allures de Big Brother et constitue une arme pour criminaliser les résistances.

Nous en appelons à des relations internationales fondées sur le respect des souverainetés populaires, les coopérations équitables, les recherches de complémentarités, la subordination de la finance et du commerce aux normes sociales et environnementales. Nous réclamons un véritable débat sur le rôle du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, à l'issue duquel, si ses conclusions sont négatives, nous opterions pour une sortie de ces organismes et la mise en place d'institutions réellement au service des peuples du monde. Cela implique aussi des

réformes de l'ONU sur une base multipolaire et la suppression du droit de veto des membres permanents. Le refus de l'austérité passe par l'annulation des dettes illégitimes, illégales et/ou odieuses tant dans les pays en développement que dans les pays développés. L'appui à ces pays ne peut se limiter à des aides humanitaires d'ailleurs souvent détournées de leur objet. Nous voulons engager un débat approfondi sur la création de mécanismes de coopération visant, à terme, à mettre fin à la domination du Nord sur le Sud (en tenant compte de la dette historique de la Belgique envers le Congo), à la concurrence entre travailleurs de tous les pays et à l'odieux chantage aux délocalisations. Nous voulons, dans cette optique, et loin d'une Europe forteresse, mettre en débat et transformer en profondeur la politique migratoire de la Belgique et de l'UE. Les migrants sont des travailleurs comme les autres et doivent être considérés à juste titre comme participant à la construction d'une Union européenne dont la diversité constitue une richesse fondamentale. Cette politique est bien entendu le corollaire d'autres relations économiques avec leurs pays d'origine. La recherche de solutions à l'émigration économique (comme, par ailleurs, la lutte contre l'intégrisme) ne peut être efficace qu'en s'attaquant aux racines du mal. Nous faisons nôtre la dette climatique, actuelle et future, et nous nous engageons à mettre en place les aides nécessaires à l'adaptation des pays les plus démunis face aux changements climatiques. Nous reconnaissons un droit égal aux ressources naturelles, renouvelables ou fossiles, à tout être humain. Nous nous engageons à mettre en place une société durable ne reposant pas sur l'accaparement des ressources naturelles au seul profit du monde occidental. Cela passe nécessairement par un retour à une empreinte écologique soutenable pour notre société. Dans son action pour la coopération entre les peuples, mais aussi dans ses combats ici même, VEGA trouve à s'inspirer d'expériences visant à construire une démocratie fortement citoyenne, la justice sociale et un développement éco-responsable, pris en mains par les populations (" agir local, penser global "), notamment dans divers pays d'Amérique latine au sein de l'ALBA.

Le combat pour la paix, enfin, passe par la rupture avec les logiques de puissance et la politique de force, avec l'alignement libéral et atlantiste, et par la recherche d'un règlement des conflits dans le respect ou le rétablissement du droit international, en particulier le droit des peuples à l'autodétermination. De même, nous soutenons le droit des peuples à décider démocratiquement par eux-mêmes de suivre une autre voie que le capitalisme; à tous les peuples du monde, à chercher des solutions collaboratives distinctes de celles imposées par les anciennes puissances coloniales, sont une pierre angulaire de notre politique internationale. La défense de la paix implique aussi le désarmement multilatéral et contrôlé, notamment nucléaire, dans l'esprit de la Culture de paix promue par l'Unesco et la Charte des Nations-Unies.

En bref, VEGA propose une alternative internationaliste qui veut unir les forces sociales populaires, en s'opposant à toute forme d'ingérence économique et politique dans les pays du Sud et en cherchant à créer les bases d'une paix durable dans un environnement planétaire respecté. Parce que nous croyons qu'en dépit des dangers, les raisons d'espérer existent et que, oui, " Un autre monde est possible ". Beaucoup y travaillent de par le monde. A partir de la Belgique, assumons notre part dans sa construction, pour le bien-être de tous.



l'ÉCOsocialisme



1.6. NOTRE DÉMARCHE



Notre mouvement construit une alternative forte.

Nous ne nous limitons pas à dépasser la résignation en exprimant la révolte, légitime et nécessaire, qui naît en chaque homme et chaque femme intègre. Nous participons et appuyons fermement la création et le développement d'espaces et territoires de résistance, visant le « bien vivre » et soustraits autant que possible à la logique capitaliste. Mais nous ne contentons pas de construire des îlots privilégiés qui se désintéresseraient de l'océan de souffrances et de dévastation au milieu duquel ils surnagent. Lorsque nous construisons des alternatives anticapitalistes et anti-productivistes, c'est en articulation avec le reste du monde. Nous nous donnons les moyens de créer des lieux de résistance et d'expérimentation pour entamer dès aujourd'hui la transition sociétale dont nous avons besoin. Notre action ne se réduit pas à la résistance à l'ordre établi sur des positions toujours plus précaires et menacées ; elle vise, partout où cela est possible, à entamer le changement sans attendre. Elle offre également une alternative à la montée des égoïsmes et des nationalismes aux illusions d'un entre-soi protecteur. Nous proposons en effet d'autres cadres de pensée, afin de nous libérer des impasses et dilemmes qui aboutissent à la situation actuelle. Nous entendons décrire et porter des propositions politiques susceptibles de modifier la trajectoire actuelle et d'activer l'indispensable transition vers une société émancipée. Il s'agit donc d'un travail de longue haleine, tâtonnant car constructif. Mais aussi d'un travail collectif particulièrement passionnant.

Nous ne partons pas de rien. Nous avons une histoire au sein du mouvement ouvrier anticapitaliste et de l'écologie politique antiproduktiviste. Aujourd'hui c'est dans l'articulation de ces deux courants essentiels que nous traçons notre chemin. Profondément démocratique, le projet que nous portons est résolument écosocialiste. Riches de cette expérience et imprégnés des enseignements tirés des succès et des échecs de notre histoire, c'est dans une dynamique de coopération basée sur la mutualisation de nos ressources et savoirs que nous faisons converger nos différentes sensibilités dans la création de VEGA.

Nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que les rapports de force en faveur de notre projet sont à construire. Mais nous savons aussi que les crises que nous traversons ne constituent pas des phénomènes isolés que l'on peut régler en faisant seulement appel à la prise de conscience et à la bonne volonté, par des innovations technologiques ou encore en modifiant à la marge quelques aspects législatifs. Nous savons que chacune de ces crises constitue un élément de plus en plus prégnant d'un ensemble plus large, qu'on ne traitera pas sans s'attaquer aussi aux rapports sociaux et aux intérêts économiques qui perpétuent le statu quo. Nous entendons donc sans ambiguïté contribuer à construire les rapports de force nécessaires pour inverser le cours des choses par tous les moyens démocratiques possibles.

C'est pourquoi, entre autres actions, nous nous présenterons aux élections partout où cela nous semblera opportun et possible pour faire avancer nos idées. Radicalement démocratique, notre mouvement cherchera à investir le champ institutionnel actuel, y compris en participant à des coalitions, mais jamais il ne collaborera à une majorité exécutive politique qui prendrait des décisions et orientations fondamentales contraires aux principes énoncés dans le présent manifeste. Notre mouvement entend également participer aux actions collectives et aux luttes sociales portées notamment par le monde associatif ou syndical dans les mêmes perspectives écosocialistes.

A l'échelle mondiale, notre mouvement s'associera à toutes les forces qui résistent à l'emprise du néolibéralisme et offrent des alternatives compatibles avec son projet, en intégrant les contraintes et les opportunités d'un monde multipolaire. Nous dénonçons notamment les accords de libre-échange et de « partenariat économique », promus notamment par l'Union européenne, en s'appuyant sur les règles de l'organisation mondiale du commerce (OMC), qui contribuent à l'exploitation des peuples, et au dumping social et environnemental.

La construction d'une autre Europe, sous le contrôle démocratique des peuples, ne peut se réaliser qu'à travers divers accords. Nous les nouerons, dans l'esprit du présent manifeste, avec les forces politiques, syndicales et associatives travaillant à la transformation de l'Europe dans une perspective démocratique et écosocialiste.

Deuxième partie: notre projet



2.1. UN PACTE SOCIAL À RÉINVENTER

Les partis qui alternent au pouvoir, de même que la plupart des structures qui font vivre la concertation sociale, restent solidement attachés à un modèle économique et social basé sur une production en perpétuelle augmentation. Tous en appellent à la relance, particulièrement depuis l'éclatement de la crise économique de 2008, espérant ainsi en revenir au « business as usual ». Pourtant, le pacte social qui justifie cet élan n'est plus guère qu'un miroir aux alouettes. Combien de reculades au nom de la préservation des conquêtes essentielles ? C'est en bradant les éléments de la sécurité sociale ou des services publics, nous dit-on, que l'on préservera le modèle social. Au bout du compte, le pacte social actuel ne tient plus guère ses promesses et voit sa légitimité s'étioler au fur et à mesure que des pans entiers de la population sont exclus de ses bienfaits. Les développements récents tendent par ailleurs à montrer qu'il est de surcroît à ce point fragile qu'il menace de s'effondrer à tout instant.

La croissance économique s'est durablement ralentie, en Europe dès les années 70. Cela fait donc plus de 40 ans que nous courons derrière elle avec de moins en moins de résultats, quand ce résultat n'est tout simplement pas négatif. De surcroît, le contenu de l'activité économique est aujourd'hui de plus en plus empoisonné. En effet, pour tenter d'assurer la croissance, tous les subterfuges ont été utilisés: les casinos boursiers, l'obsolescence programmée, le crédit à la consommation, une publicité de plus en plus lobotomisante et envahissante, la mise en concurrence des travailleurs, la privatisation des services publics et la subsidiation d'activités commerciales et financières au moyen de fonds publics, ...

Il est temps de jeter les bases d'une société qui n'a pas besoin, pour assurer sa stabilité », d'une croissance du PIB ininterrompue.

Aujourd'hui, nous mettons à mal de plus en plus d'écosystèmes au point de mettre en danger la biosphère dont notre vie à tous dépend. La Terre ne peut plus suivre le rythme auquel nous consommons ses ressources comme le montre les travaux du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernementaux sur l'Évolution du Climat) ou encore la survenue toujours plus précoce dans le calendrier de l'Overshoot Day. Ce jour correspond à la date à laquelle la faculté estimée de régénération naturelle des ressources de la Terre, et de « digestion » des pollutions et autres dégâts, pour une année est dépassée. Aussi longtemps que cette date ne sera pas repoussée au lendemain du 31 décembre de chaque année, la production globale et les dégâts qu'elle engendre devront décroître. Nous puisons aussi dans les ressources fossiles en faisant comme si celles-ci nous étaient accessibles sans limite. Or, pour beaucoup de ces ressources où qu'elles se trouvent, le pic de production se rapproche, quand il n'est pas tout simplement annoncé, comme l'a fait l'Agence Internationale de l'Energie en ce qui concerne le pétrole conventionnel. Par ailleurs, lorsque les développements de la technologie promettent l'éco-efficience, l'effet rebond anéantit systématiquement les baisses d'impact et de pollution par unité produite par la multiplication du nombre d'unités vendues et consommées.

Sur le plan social :

Les politiques austéritaires mettent sous pression les travailleurs licenciés suite à des restructurations, remettent à plus tard le refinancement structurel de la Sécurité Sociale, et poussent à réduire encore et toujours les cotisations sociales payées par les employeurs, c'est-à-dire le salaire différé perçu au travers des allocations familiales, de chômage, de pensions ou des remboursements de soins de santé. Pendant ce temps, les gouvernants ne formulent aucune proposition crédible pour résoudre le problème du chômage de masse.

Le silence et le désintérêt gouvernemental pour les revendications portées par les organisations syndicales face à l'explosion du coût de la vie s'est concrétisé par une immixtion dans les négociations paritaires et un blocage des salaires. Cela montre qu'il faut une force politique neuve qui se fasse le relais de ces justes revendications.

A contrario, le monde patronal et financier se voit gratifier sans cesse de mesures en sa faveur, comme par exemple les intérêts notionnels, l'accumulation des réductions de cotisation sociale ou d'impôts, le renflouement spectaculaire des banques, etc.

En outre, c'est à nouveau aux travailleurs et aux allocataires sociaux, ainsi qu'à leur famille, que l'on présentera la facture finale de l'actuelle crise financière et économique. Après les menaces sur les petits épargnants et petits propriétaires de placement, on voit de plus en plus d'emplois menacés, au mieux de chômage économique, au pire de licenciements. La répartition des richesses est de plus en plus inégale et les citoyens sont appelés à s'endetter toujours davantage.

Socialement, en dépit des restants de mécanismes de redistribution, les richesses se sont de plus en plus accumulées dans de moins en moins mains. D'un côté, une petite minorité détient un pouvoir économique tel qu'il dépasse aujourd'hui largement le pouvoir de certains pays. Non seulement la redistribution n'a pas eu lieu équitablement, mais le pouvoir s'est déplacé du politique vers un noyau d'acteurs économiques prêts à tout pour consolider leur puissance. De l'autre côté, dans nos sociétés où règne la surabondance, la précarité, la pauvreté et la misère se propagent et s'étendent dans des couches toujours plus étendues de la population. La richesse, pour sa part, se fait à nouveau insolente.

Les politiques dites de luttres contre le chômage sont en réalité des politiques de baisse de la protection et de la rémunération du travail salarié. Pendant que certains souffrent de trop de travail, le chômage, supposé être l'enjeu de toutes les politiques économiques, ne cesse d'augmenter. Pour beaucoup, c'est le nom de l'angoisse du lendemain. Il n'y a guère d'espoir de le voir diminuer de manière significative. Nous assistons à la précarisation croissante de pans importants de la population, qu'elle soit au travail ou au chômage. Pendant ce temps, les derniers filets publics ne peuvent plus suivre. Les organismes en charge de l'aide sociale, au premier rang desquels les CPAS sont soumis à des critères chiffrés d'efficacité inspirés de l'idéologie managériale, inadéquats voire pervers dans ce champ sociétal. Le travail nécessaire à la reconstruction d'une perspective de vie autonome pour les personnes les plus fragiles a lieu dans des conditions de plus en plus périlleuses, tant pour les personnes aidées que pour les travailleurs du secteur. L'activité professionnelle des artisans et des travailleurs indépendants est elle aussi mise sous pression par les mécanismes de la globalisation économique.

Continuer sur la même voie, appliquer les mêmes recettes, n'offre guère de perspectives si ce n'est l'aggravation des tendances déjà à l'œuvre aujourd'hui. Il est temps de proposer une alternative et de réformer en profondeur les concepts et institutions à la base de notre démocratie sociale.



2.2. UN SENS DE LA MESURE À RETROUVER

« Il faut éteindre la démesure plus encore que l'incendie », déclarait déjà au VI^e siècle av. J.-C., le philosophe grec Héraclite d'Ephèse. Cette phrase garde tout son sens. Aujourd'hui, nous faisons comme si la situation restait sous contrôle, comme si chacun de nous gardait la maîtrise de sa part de travail dans un enchevêtrement, un enveloppement de responsabilités tellement brouillé qu'aucun d'entre nous ne sait plus vraiment où commence et où finit la sienne, ni où elle se situe concrètement dans les agencements techniques et sociaux de toute sorte qui ont été créés. Nous sommes allés beaucoup trop loin, au point que de nombreux systèmes sont maintenant hors contrôle.

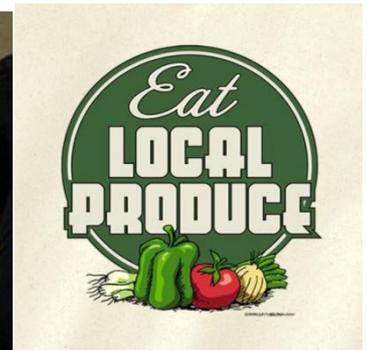
A côté de la complexité, notre monde cultive l'immédiateté comme si, pour tenir debout, il lui fallait toujours plus de nouveautés. Les projets et créations se succèdent à un rythme toujours plus rapide. Cette frénésie tend à envahir tous les aspects de la vie y compris la production du savoir et la recherche scientifique, de plus en plus axée sur les retombées économiques des découvertes. La *Fast Science* vient rejoindre le *Fast Food*. Sauf qu'en matière scientifique, personne - pas même le chercheur - n'a plus le temps ni les moyens de digérer l'ensemble des résultats produits que déjà d'autres recherches sont publiées et d'autres produits mis sur le marché. Il est temps de ralentir. Sur une planète déjà bien malmenée, le principe de précaution s'impose. Nous devons pouvoir compter sur un cadre de production des savoirs davantage maîtrisé par ses utilisateurs et donc, entre autres indépendant du marché. Nous devons garantir la réversibilité des processus mis en route et des innovations. Il nous faut réapprendre à prendre le temps, pour que nos choix soient de vrais choix, pour que notre vie soit réellement choisie, et non subie.



2.3. LES NOUVELLES ORIENTATIONS POLITIQUES



Retrouver le sens de la mesure et avancer vers un nouveau pacte social fort sans recourir par défaut à la croissance économique passe pour nous par une reconversion en profondeur de notre modèle productif autant que par un renforcement des mécanismes de mutualisation des richesses. Ceci implique de relocaliser l'activité, de reconverter l'outil industriel, de redistribuer le travail et de renforcer la sécurité d'existence. Cela implique également de réorienter l'attention et les moyens de l'action publique et donc de redéfinir collectivement et démocratiquement ce qui compte. Cette reconversion doit être assurée par une volonté politique nette qui assure un revenu à chacun, notamment pendant toute la durée de la transition. Un engagement ferme en ce sens doit s'accompagner de mesures facilitant et finançant la reconversion des secteurs « condamnés » vers les secteurs « nouveaux ». Seule la solidarité peut nous permettre de sortir par le haut d'une telle conjoncture.



2.3.1. RELOCALISER L'ACTIVITÉ



De nombreux besoins sont aujourd'hui mal ou non satisfaits. Y répondre dépend du maintien et du développement de savoir-faire, de qualifications et de capacités d'innovations que nous serions bien mal avisés de laisser dépérir. Citons quelques exemples : dans une industrie relocalisée, avec des biens réparables et réutilisables; dans les services d'aide aux personnes pour permettre le maintien, le recouvrement et le développement de l'autonomie dans des situations de vulnérabilité; dans l'agroécologie et l'agriculture paysanne au service de la souveraineté alimentaire et de la santé de tous; dans la recherche et les filières « vertes » visant à réduire notre dépendance aux ressources épuisables et à maîtriser les standards les plus élevés et les plus ambitieux (écoconstruction, efficacité énergétique, rénovation thermique, énergies renouvelables, etc.).

Une maîtrise davantage locale de la production des biens et des services essentiels à notre prospérité permettrait en outre de contrer plus facilement l'obsolescence programmée, productrice de montagnes de déchets, voire de gadgets complètement inutiles et de mettre en place non seulement une plus grande durabilité des produits mais encore les services et industries à même de les réparer. Elle permet de surcroît de diminuer le transport de marchandises. En limitant l'allongement des chaînes de production et de responsabilités, une relocalisation des activités permet en outre de valoriser le professionnalisme et la polyvalence du collectif de travail. Combien de travailleurs n'expérimentent-ils pas les absurdités auxquelles peuvent conduire une trop grande spécialisation des tâches et l'atomisation des responsabilités. Dans une autre dimension, la relocalisation facilite le développement d'une économie du partage, basée sur le droit d'usage.

Pour soutenir cette relocalisation, l'action publique doit privilégier, autant qu'il est possible, des outils, entendus comme tout objet, organisation ou structure pris comme moyen d'une fin, qui soient les plus légers possibles au regard des objectifs qu'ils servent. Il faut en effet veiller à ce que les dynamiques technologiques soient maîtrisables par leurs utilisateurs, favorisent les savoir-faire autonomes et la créativité, encouragent le partage et la polyvalence et mettent en œuvre des principes d'efficacité et de sobriété énergétique beaucoup plus exigeants qu'aujourd'hui. A cet effet, sortir de la production énergétique à partir du nucléaire est un impératif incontournable. Des entreprises de taille raisonnable, des services de proximité, des circuits d'échange courts ou des institutions décentralisées, intégrant les critères de l'économie sociale et coopérative, ont davantage de chances de répondre à ces préoccupations. Les critères définissant une économie sociale et coopérative, sont l'utilité collective, la lucrativité nulle ou limitée, la gouvernance démocratique et la libre adhésion. De telles structures permettent bien davantage la participation effective des citoyens aux décisions qui les concernent et une meilleure prise en compte des effets des choix qui sont posés.



2.3.2. RECONVERTIR L'OUTIL INDUSTRIEL



Les dépenses publiques seront ciblées à la fois vers des secteurs et initiatives facilitant le passage à des modes de vie plus soutenables, permettant de faire demain beaucoup mieux avec moins, et vers la reconversion des secteurs non-soutenables voués à disparaître. Un des principaux objectifs des pouvoirs publics doit dorénavant être, outre d'aider à la reconversion des secteurs non soutenables voués à disparaître, de rendre les citoyens moins dépendants des activités rémunérées pour maintenir leur qualité de vie et leur sécurité d'existence : bâtiments efficaces d'un point de vue énergétique dans un aménagement du territoire repensé pour favoriser des modes de vie moins énergivores, plus frugaux et davantage conviviaux, développement massif des transports en communs et de la mobilité douce, agriculture fonctionnant en circuit court, ...

A titre d'acte de résistance immédiate, des mesures réglementaires et des investissements publics pourraient être renforcés par la création et l'encouragement d'instruments monétaires alternatifs à la monnaie étatique et au crédit bancaire traditionnel. Ces instruments sont en effet à même de favoriser et soutenir des circuits de crédit, de production et d'échange davantage localisés et orientés vers des activités socialement souhaitables. Ils peuvent également assurer un rôle stabilisateur automatique en période de contraction du crédit bancaire. Reconquérir le contrôle public et démocratique de la création et de la politique monétaire étatique reste un objectif en soi.

Prendre en main notre destinée commune, c'est aussi oser développer des mécanismes, publics, privés et associatifs afin de diriger l'épargne et les moyens financiers en général vers le développement d'activités désirables sur le plan social et environnemental. Une partie importante de l'épargne, canalisée depuis des années la finance, s'est volatilisée tandis qu'une autre partie n'a fait qu'enrichir une minorité de privilégiés. Ces ressources auraient pu servir des fins infiniment plus utiles si les institutions en charge du choix des projets d'investissements étaient tenues de rendre des comptes sur l'utilisation des moyens qui leur sont confiés. C'est pour cela que les institutions financières doivent relever soit des services publics sous contrôle démocratique, soit être des coopératives financières à visée sociale et environnementale légalement encadrées.





2.3.3. REDISTRIBUER LE TRAVAIL, SENS ET NÉCESSITÉ



La capitalisme s'appuyant sur l'héritage culturel du monde occidental, tend à survaloriser le travail comme valeur morale centrale, poussant ainsi les travailleurs salariés à accepter leur condition d'exploités. Seul le travail produisant une plus-value commercialisable trouve grâce aux yeux du système capitaliste, les autres formes de travail (domestique, artistique, associatif, etc.) ont été dévalorisées dans la société. Nous pensons que c'est une erreur. Nous souhaitons que la notion de travail regroupe à l'avenir la somme des tâches à accomplir pour assurer une vie humaine en harmonie avec les autres humains et avec l'environnement dont cette vie dépend, que ces tâches soient rémunérées ou non, productives ou non. Sous-jacentes à cette idée, on trouve plusieurs notions :



- Le travail nécessaire est limité;
- Sans travail, la société ne peut se perpétuer;
- Il ne devrait pas y avoir de compétition pour avoir un travail, il y a une liste de tâches à réaliser;
- Ça ne sert à rien d'exercer un travail qui ne sert à rien ; encore moins un travail qui a des conséquences nuisibles voire criminelles.

Chacun a une part à effectuer, en fonction de ses capacités :

La notion de travail dépasse donc celle de l'emploi, qui pour nous est tout travail qui engendre une rémunération. En dehors de l'emploi, chacun travaille beaucoup, dans des activités bénévoles ou intrafamiliales, en vue d'accroître sa sphère d'autonomie, pour apprendre, produire ou transmettre des savoirs et de la culture. Ce n'est pas le travail qui manque particulièrement en cette période de forte transformation sociétale, mais bien la possibilité d'en tirer une reconnaissance et/ou une rémunération. La plupart des êtres humains portent en eux leurs propres objectifs et le travail qui y est associé, mais beaucoup sont amenés à les abandonner parce qu'ils doivent s'assurer d'un revenu financier suffisant.

Nous pensons qu'aujourd'hui trop de fonctions essentielles dépendent de l'emploi :

- c'est lui qui assure pour la plupart l'accès à un revenu;
- c'est lui qui nous confère un statut dans la société;
- c'est lui encore qui ouvre pour nous et nos proches l'accès à la sécurité sociale;
- parfois seulement, il nous offre la possibilité de nous épanouir.

**Travaillons
pour MOINS
travailler
TOU-TE-S!**

Ne souhaitant plus confier à l'emploi la réalisation de toutes ces fonctions, nous désirons proposer des nouvelles conquêtes sociales : la réduction collective du temps de travail, la dotation inconditionnelle d'autonomie, le salaire socialisé et la gratuité socialement construite ainsi que le revenu maximum autorisé constituent autant de perspectives sur lesquelles nous voulons avancer.

Si la protection partagée contre les aléas de l'existence ne doit plus dépendre exclusivement, ni même prioritairement, de la relation salariale, le travail rémunéré, salarié ou non, n'est par contre pas amené à disparaître. Il continuera à représenter un aspect important de l'existence humaine. Le droit du travail ne doit donc en aucun cas sortir de la régulation démocratique. La protection du corps et de la personne du travailleur, le renforcement de la position de négociation des travailleurs et l'approfondissement de la démocratie dans l'entreprise sont au contraire appelés à être renforcés dans une société qui parvient à desserrer l'étau concurrentiel pour la survie.

La situation actuelle du travail salarié est duale. D'un côté elle tend à générer une charge physique et psychique élevée sur les travailleurs qui disposent d'un emploi. Pour la grande majorité des travailleurs, le travail aliéné au sein du salariat ne laisse pas l'organisme indemne. Il représente une charge qu'il convient dès lors de réduire autant que possible. De l'autre côté, le marché du travail produit des bataillons « d'inutiles au monde » à travers le chômage de masse et la multiplication de statuts précaires peu valorisés et peu valorisants, ne cesse d'accroître l'« armée de réserve » de travailleurs dont le but essentiel est de faire pression vers la baisse des salaires... La stigmatisation des chômeurs vient accroître ce mal-être, telle une double peine. Le dispositif actuel de contrôle des chômeurs est à bien des égards incompatible avec les principes de l'Etat de droit. Il ne garantit entre autres ni l'impartialité, ni l'équité, ni l'égalité de traitement au cours des procédures. S'il faut globalement moins de temps de travail pour produire davantage de biens et services, et que cette évolution n'est pas traduite en réduction collective du temps de travail, nous créons du chômage ! Pour remettre le travail salarié à sa juste place dans une société libérée de la course à la croissance, nous prôtons la réduction collective du temps de travail. Cette réduction sera progressive mais continue, de sorte qu'elle partage équitablement l'accès au travail salarié et permette à chacun d'assumer une part dans le travail à accomplir pour assurer la prospérité collective. Les gains de productivité et l'augmentation de la participation au marché du travail permettent la diminution du temps consacré au travail salarié par chacun tant sur une base hebdomadaire moyenne qu'à l'échelle d'une vie.

Avec la réduction collective du temps de travail, on corrige une partie des errements de la société actuelle. Alliant les impératifs du court terme, et les objectifs du long terme, la réduction du temps de travail répond à plusieurs objectifs majeurs : partager l'emploi pour en donner l'accès au plus grand nombre, améliorer la santé et le bien-être des travailleurs, lutter contre les inégalités de genre, rééquilibrer la redistribution entre travail et capital, remettre le travail « contraint » à sa juste place, c'est-à-dire la plus réduite possible, au profit des activités autonomes, donner du temps pour l'exercice de la citoyenneté, etc.

Par ailleurs, le travail salarié ne pourra être réellement épanouissant et désaliéné que s'il s'inscrit dans une économie publique, privée ou collective qui pratique davantage la démocratie dans l'entreprise et qui répond aux critères de l'économie sociale et coopérative et aux nécessités de préserver les biens communs loin du rendement éternellement croissant de l'actionnaire privé pour seul objectif.



2.3.4. RÉALISER DE NOUVELLES CONQUÊTES SOCIALES



De nouvelles conquêtes sociales doivent intervenir. Il s'agit tout autant de compléter que d'universaliser les droits sociaux historiquement bâtis sur la relation salariale. La sécurité d'existence est en effet une condition sine qua non à l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière. Favoriser l'épanouissement au travail, la qualité de la vie et l'investissement démocratique passe donc aussi par des droits sociaux repensés pour ne pas alimenter la course en avant productiviste et étendus pour tenir compte des nouvelles formes de précarité et de la diversité des trajectoires humaines.

A l'instar de ce qui a été mis en place sur proposition des objecteurs de conscience, à savoir la possibilité pour les chômeurs de refuser un emploi en désaccord avec leurs convictions politiques et spécifiquement dans l'industrie de l'armement et dans le secteur nucléaire, nous demandons en outre que soit introduite la possibilité de refuser un emploi dans des secteurs économiques dont la production contribue à détruire les équilibres environnementaux, la santé des personnes, à précariser les conditions de travail des autres travailleurs (agences intérimaires), et/ou dont le sens se réduit à l'accumulation de richesses pour les actionnaires de l'entreprise ou à faire tourner le système capitaliste sur lui-même (publicité, démarchage pour la vente, ...).

Nous souhaitons œuvrer au développement de dotations inconditionnelles et universelles d'autonomie couplé à un revenu maximum autorisé. Nous voulons également avancer vers la gratuité d'un accès raisonné aux services publics et d'un usage raisonné des biens communs : eau, énergie, moyens de communication, production scientifique et culturelle, etc. Tous ces instruments constituent des moyens pour assurer à toutes et tous une plus large sécurité d'existence. Ils donnent aussi des clés d'émancipation et permettent de participer, sans qu'il ne s'agisse nécessairement d'une activité rémunérée, à des activités utiles à la société.



2.4. LES CONDITIONS DE RÉALISATION



Dans un monde fonctionnant davantage sur le mode « un euro, une voix » que sur le mode « une personne, une voix », les idées politiques les plus généreuses ne sont trop souvent qu'autant de belles promesses face à l'omnipotence des puissants tant que ceux-ci gardent en main les leviers du pouvoir. Il est donc indispensable de saper la force de frappe de la finance et de se réappropriier les questions de fiscalité et de service public.



2.4.1. RÉDUIRE L'EMPRISE DE LA FINANCE



Une diminution drastique de l'emprise des financiers sur l'économie et la société est indispensable afin de retrouver une capacité d'action politique. Le pouvoir grandissant de la finance de marché explique non seulement l'ampleur de la crise actuelle. Elle accroît également la difficulté à y apporter des réponses. De nombreuses évolutions des dernières années sont à remettre en cause afin de stopper l'infiltration de la finance dans tous les pans de la vie en société: la dérégulation des banques et de la finance de marché certes mais également la libre circulation des capitaux, la faible taxation des différentes formes de revenus du capital, le financement des pensions et des investissements des pouvoirs publics par le recours massif aux marchés financiers, la croissance de la finance de marché comme source de financement des entreprises ou le surdéveloppement des possibilités de crédit pour les ménages.

Promettre aujourd'hui le remboursement inconditionnel, et sans audit, des dettes passées, n'avoir en conséquence d'autre horizon que l'austérité sans fin, quoi qu'il en coûte de la viabilité des sociétés humaines et de la vie sur Terre, est le meilleur moyen d'encourager encore l'irresponsabilité d'un secteur financier déjà hypertrophié. C'est aussi un moyen sûr de préparer de nouvelles tensions monétaires, de semer les germes du repli sur soi et de subir le cours des événements futurs.

Il convient également de reprendre en main la politique monétaire. Nous entendons en particulier mettre fin, de manière organisée et négociée, au carcan que constitue aujourd'hui la politique monétaire européenne. Celle-ci est en train de tuer la construction européenne en mettant celle-ci au service exclusif des rentiers et des créanciers. Le mandat et les statuts de la banque centrale européenne (BCE) doivent être revus de sorte à mettre fin au monopole de la création monétaire attribué aux banques privées. Il convient en effet de recréer des conditions de financement qui permettent aux Etats de piloter la relocalisation de l'économie, la reconversion industrielle et la réalisation de conquêtes sociales. Toute entière orientée contre l'inflation, la politique actuelle, outre qu'elle fait peser sur les maillons les plus faibles le poids de la dette, ne permet pas de préparer l'avenir.



La réorientation des dépenses publiques s'accompagnera d'un nouvel équilibre fiscal et social. Dans le partage et la redistribution des richesses, l'impôt progressif sur le revenu et le patrimoine joue un rôle essentiel car c'est lui qui permet de créer la première source de financement des services collectifs. Ces dernières années, les politiques néolibérales ont diminué la progressivité de l'impôt et multiplié les niches fiscales permettant aux plus riches et aux grandes entreprises de se soustraire de multiples façons à leur devoir de contribution à la collectivité. Cette évolution est d'autant plus inacceptable qu'elle fait peser le financement des services publics sur les PME et sur la classe moyenne. Elle pénalise en particulier ceux qui démarrent de nouvelles activités, y compris pour préparer et faire face aux défis sociaux et environnementaux.

Deux types de mesures sont à prendre rapidement.

- d'une part, il faut immuniser une tranche de base plus élevée, puis restaurer une progressivité à la fois plus douce mais plus longue, en multipliant les paliers de progressivité et en relevant avec des paliers supplémentaires les plafonds actuels ;
- d'autre part, actuellement les revenus sont fiscalisés de façon différenciée suivant leur origine, discriminant profondément les revenus du travail par rapport à toutes les formes de revenus du capital. Il faut mettre en place un système de globalisation des revenus préalable à un calcul de l'impôt progressif sur l'ensemble des revenus quelque soit leurs provenances.

Il faut aussi tendre vers une harmonisation fiscale européenne, en particulier pour l'imposition des sociétés. Nous prônons également la réalisation d'un cadastre des fortunes au niveau international, ce qui implique la fin des paradis fiscaux.

Les services publics doivent être refinancés, redéployés et réorganisés pour mieux répondre au besoin de la société. Ils ne doivent pas être réduits à la définition des « services d'intérêts généraux » (SIG) ou celle de « service d'intérêts économiques généraux » (SIEG) comme le souhaite la Commission européenne. Quitte à se mettre en infraction avec le cadre actuel, il faut restaurer une capacité publique d'intervention dans l'économie, aussi bien comme agent régulateur que comme opérateur économique à même d'intervenir directement ou indirectement dans des secteurs économiques jugés essentiels.

La présence physique de services publics (bureau de poste, gares et points d'arrêts, crèches et écoles, antennes locales des services publics fédéraux, ...) dans les quartiers est essentielle. Elle offre la garantie que tous les citoyens aient effectivement accès à ces services collectifs. Elle évite de multiplier les déplacements individuels. Elle contribue à la création du lien social nécessaire au renforcement de la sécurité. Elle permet enfin de renforcer les noyaux commerçants installés en zone habitée face au développement inconsidéré de zonings commerciaux en dehors des tissus urbains et villageois existants. Le redéploiement des services publics sera d'autant plus facile que des synergies sont mises en place entre services publics afin de bénéficier d'économies d'échelles et de faciliter la vie des usagers: locaux communs, personnel polyvalent, harmonisation des heures d'ouverture, ...

Par ailleurs, nous ne pensons pas que le monde se découpe naturellement entre ce qui ressort du public et ce qui ressort du privé. Les choses sont heureusement plus complexes que cela. Dans un monde où la prospérité nous était présentée comme ne pouvant advenir que par l'accumulation privée des biens ou sous l'action de formes étatiques autoritaires, nous voyons que les travaux sur les biens communs ouvrent une troisième voie. Ils nous permettent de nous rendre compte que nous sommes tous plus riches que ce qui a valeur d'échange et que, comme humains, nous sommes capables de gérer en commun ce qui a valeur d'usage. Ils nous mettent en condition d'avancer plus sereinement sur la voie d'une économie solidaire et partagée. Ils permettent de faire émerger collectivement de nouveaux métiers non seulement à même de répondre aux défis sociaux et environnementaux mais encore aux aspirations d'une humanité enfin apaisée.

Une nouvelle voie !
l'éco-socialisme





2.5. POUR DONNER CORPS AU NOUVEAU PACTE SOCIAL



Pour donner corps à un nouveau pacte social, s'accorder sur un cadre socio-économique ambitieux est une condition nécessaire mais non suffisante. Au-delà de la production et de la répartition de biens et services, l'impasse ne peut être faite d'une part sur ce qui relie les êtres humains entre eux, et d'autre part sur les moyens leur permettant d'assouvir leurs besoins de base, qu'ils soient matériels, relationnels, intellectuels.



2.5.0 LES DROITS ET DEVOIRS



Face à la montée en puissance des mécanismes de contrôle et de surveillance, machines à produire de la suspicion généralisée et de l'impuissance collective, nous prôtons une société apaisée. Chacun y sera en mesure de contribuer à la prospérité collective à mesure de ses capacités. Chacun y sera de même protégé efficacement contre toutes les formes de violences, de domination et d'exploitation, indépendamment de toute considération de genre, d'orientation sexuelle, de statut social ou de nationalité. La sécurité d'existence, sous toutes ses formes, n'est pas un luxe. C'est un droit qui doit être également garanti à tous les citoyens. C'est son absence, et les inégalités sociales qui en sont la source, qui génère en grande partie la délinquance.

Si aucune société n'abolira la part d'ombre qui est en l'homme, il est par contre possible de mettre fin à l'impunité dont certaines formes de criminalité, en col blanc ou non, peuvent profiter. Il n'y a pas lieu pour autant, au nom de la sécurité, d'instaurer des zones qui échapperaient à l'emprise de la règle démocratique. Il convient au contraire d'en étendre l'empire afin que toutes les atteintes à l'intégrité humaine et aux écosystèmes soient effectivement susceptibles d'être sanctionnées de manière proportionnée.

Nous sommes en effet convaincus que l'intelligence de la règle commune, l'impartialité de son application et la mesure de ses effets sont le meilleur moyen de faire advenir un ordre social qui minimise le recours à la violence par les individus et diminue l'usage de la force par l'Etat. Il convient d'appliquer fermement mais scrupuleusement les principes de l'Etat de droit, à commencer par les lieux où ils sont le plus souvent mis à mal: les prisons et les structures mises en place pour la rétention des migrants et réfugiés.

Il n'y a pas aujourd'hui dans notre pays de réflexion globale sur l'efficacité de la politique criminelle ni, à plus forte raison, sur la réalité carcérale. On répond ponctuellement aux tensions présentes dans la société par l'instauration de mesures sécuritaires: portiques de sécurité, extension du champ d'intervention de sociétés de vigiles privées, recours accru à la détention préventive, alourdissement des peines de privation de liberté, allongement des peines effectivement purgées, centres fermés ... L'efficacité réelle de ces mesures et leurs effets anxiogènes sur l'ensemble de la société ne sont que rarement pris en compte. Ils débouchent de surcroît sur une surpopulation carcérale chronique, un malaise croissant dans les prisons, des chances de réinsertion faibles pour les détenus et des taux de récidive des délinquants relativement élevés, toutes choses inacceptables dans une société démocratique qui s'affirme « évoluée ».

Le système pénal gagnerait à prononcer moins facilement des peines privatives de liberté, au profit le cas échéant de peines alternatives, mais à veiller à leur application. Contrairement à la situation actuelle, l'exécution d'une peine ne doit pas créer de nouveaux obstacles à la réinsertion des délinquants. Il doit autant que faire se peut la favoriser. Un encadrement approprié des détenus sur le plan de la réparation des dommages occasionnés ainsi que sur le plan médical, psychosocial et de la formation professionnelle doit enfin être assuré.

Le financement de l'institution judiciaire doit être instauré à la hauteur de ces attentes.



2.5.1. LA RELATION AUX RESSOURCES FONDAMENTALES



La construction que nous proposons implique d'établir une relation saine avec la planète à laquelle nous appartenons tous. Elle nécessite de rétablir une gestion démocratique et transparente des ressources, en particulier celles à ce point vitales qu'elles doivent être protégées comme biens publics de l'humanité. Ceci implique entre autre d'intervenir au cœur même de ce qui fonde notre système, dans notre Constitution et le Droit européen, tout comme d'établir à côté de la Déclaration universelle des droits de l'Homme une nouvelle référence de base mondiale. Cette dernière passe par une nouvelle approche des relations entre les êtres humains et l'environnement par laquelle on quitte l'exploitation de la nature pour entrer dans l'ère de son respect, parce qu'elle est source de toute vie.



2.5.2. L'APPROFONDISSEMENT DE LA DÉMOCRATIE



Il ne faudra pas moins d'Etat mais plus et mieux d'Etat. De façon à ce que son fonctionnement ne soit pas cadenassé par une partitocratie accaparant une partie de ses ressources -légalement ou pas- et s'y perpétuant tout en empêchant l'entrée de nouveaux acteurs dans le champ politique, la marge de manoeuvre des citoyens doit être élargie. Des outils rattachés à la démocratie directe, comme une capacité d'interpellation des élus pouvant aller jusqu'au referendum révocatoire, la reddition de comptes en cours ou en fin de mandat, les referenda d'initiative législative ou constitutionnelle ou la création de budgets participatifs sont autant d'exemples pouvant être mis en œuvre pour accroître la légitimité de l'action de l'Etat ou de ses subdivisions.

Il convient également de revigorer la démocratie sociale. Actuellement, seuls environ 33% des travailleurs votent lors des élections sociales organisées dans notre pays. Le droit de vote est en effet limité de facto aux grandes entreprises, à quelques exceptions près. Parmi ceux qui votent, certains n'ont pas le choix puisqu'une seule liste se présente dans leur entreprise. Les intérimaires et les chômeurs n'ont pas le droit de vote. Cette situation porte atteinte à la légitimité des organisations syndicales. Par ailleurs, les représentants des travailleurs dans les instances nationales et régionales de concertation ne sont pas élus mais désignés par les responsables syndicaux parmi leurs militants ou leurs salariés.

Pour mieux prendre en compte l'ensemble des travailleurs dans le cadre du nouveau pacte social que nous souhaitons, et en particulier les intérêts des plus faibles d'entre eux, ainsi que pour viabiliser la démocratie sociale dans un monde où l'économie sera relocalisée et la taille des entreprises réduite, il convient de réformer le système des élections sociales. Nous proposons l'introduction d'un collège interprofessionnel, pour l'élection des représentants syndicaux dans les principales instances de la concertation sociale. Tous les travailleurs, avec ou sans emploi, et y compris ceux qui sont en incapacité de travail, auront le droit de vote. La concertation sociale, ainsi revue pour en élargir le champ et en renforcer la légitimité, devrait faire l'objet d'une référence explicite et d'une protection efficace dans la Constitution.



2.5.3. LA SANTÉ



Dans ce qui compte, il y a bien sûr ce qui fonde une « bonne santé » c'est-à-dire comme le définit l'Organisation Mondiale de la Santé, un état de bien-être physique, social et mental de la personne. A cet égard, nous ne pouvons malheureusement que constater que l'état général de santé se dégrade, particulièrement chez les jeunes enfants, et ceci malgré pourtant un financement de plus en plus conséquent des politiques de santé chez nous en Belgique, comme d'ailleurs généralement dans tous les pays européens. Bien sûr le vieillissement de la population comme le recours à des technologies de plus en plus coûteuses expliquent en partie la chose mais en partie seulement. On ignore encore trop souvent l'influence des facteurs environnementaux particulièrement pour les plus petits d'entre tous les êtres humains, les enfants et les fœtus, comme on omet encore trop souvent de prendre en considération le stress social grandissant dont les burn-out notamment sont l'expression. Refonder des politiques de santé passe donc aussi, d'une part, par l'assainissement de l'environnement sur la base de normes et de valeurs-limites visant la protection absolue des fœtus et des enfants, plus conservatives que pour les adultes, et, d'autre part, sur des politiques sociales audacieuses non seulement adaptées aux limites humaines mais qui encore favorisent bel et bien l'émancipation. L'assainissement environnemental est d'autant plus nécessaire qu'il est à la base d'une alimentation de qualité sans laquelle une bonne santé ne peut être assurée. Plus généralement nous pensons que les politiques de santé doivent favoriser la médecine généraliste plutôt que la spécialisée. Elles doivent également mieux intégrer les médecines qui veillent à restaurer les capacités de défense et de récupération de l'organisme. La sécurité sociale est un de nos biens communs les plus précieux, il convient de tout mettre en œuvre pour la pérenniser.



2.5.4. LA CULTURE ET LA CONSTRUCTION DES SAVOIRS



Dans un monde complexe plus qu'ailleurs, savoir, c'est pouvoir. La capacité de penser par soi-même doit être reconnue et stimulée. La propension des inégalités socio-économiques à générer des inégalités de savoir/savoir-faire/savoir-être doit être atténuée autant que faire se peut. La coopération et le partage, vecteurs privilégiés de création du sens, doivent retrouver droit de cité aujourd'hui.

La culture est un moyen majeur d'émancipation de la personne humaine et d'ouverture sur le monde, loin des logiques de marchandisation et d'uniformisation des biens culturels. Elle est un vecteur d'éducation populaire et citoyenne, d'expression des aspirations profondes de l'être humain, de citoyenneté active et solidaire. Nous plaçons dès lors notamment pour la mise en place d'un véritable statut de l'artiste, le rétablissement de la gratuité des musées pour tous les publics, avec une présence active dans les écoles et dans les milieux ruraux, la pérennisation de la gratuité de l'enseignement artistique dans les académies. Nous souhaitons un service public qui serve la culture populaire, en rouvrant les conditions de reconnaissance des nouvelles initiatives pour les centres d'expression et de créativité, et en augmentant les moyens budgétaires mis à la disposition des maisons de jeunes, AMO, mouvements de jeunesse, pour une pratique culturelle et artistique populaire de qualité. Nous entendons favoriser la découverte des cultures du monde, et le dialogue interculturel, notamment au travers d'un soutien volontariste aux échanges et aux créations axés sur les cultures des Belges d'origine immigrée, et des migrants d'aujourd'hui.

Sur le plan de la propriété intellectuelle, la concentration des savoirs et de leurs canaux de circulation au sein d'entités ayant les capacités d'en rendre l'accès exclusif est dangereuse et délétère. Le paradigme du logiciel libre, donnant accès aux sources et permettant à chacun de modifier l'objet de base selon ses besoins est à l'inverse à promouvoir. De même, la neutralité du web doit être garantie. Pour que le savoir évolue, c'est la liberté d'usage des connaissances qui s'impose. Le droit patrimonial d'auteur (ou plus généralement des ayants droit) nuit trop souvent à la science, à la connaissance, et à l'autonomie.

En ce qui concerne la recherche, académique ou non, pour des objets aussi divers que l'enseignement -y compris l'éducation populaire- et l'agriculture, l'octroi de moyens permettant l'expérimentation hors des sentiers battus nous semble indispensable pour assurer des innovations sociales, économiques, démocratiques dans le respect de l'environnement, de la santé de tous et de la loi.

L'accès à une éducation et un enseignement de qualité dispensés par des enseignants qualifiés est un droit fondamental. L'enseignement est un service public. Il doit être organisé par un Etat laïque, garant de la liberté de chacun au sein d'une société multiculturelle. L'école doit être un espace de mixité sociale et culturelle, mais aussi un outil de lutte face aux injustices. Elle doit permettre à chacun, quelle que soit sa condition sociale et ses origines, d'acquérir un bagage, une boîte à outils qui lui permettra de devenir un citoyen autonome pleinement conscient des enjeux de son temps et capable ainsi de construire son futur. Plus que jamais, la société doit mettre ses membres en capacité d'imaginer de nouvelles voies pour donner corps à la promesse de jours heureux et inventer les moyens de les faire advenir.



POUR CONCLURE, NOUS LANÇONS L'APPEL SUIVANT :



Nous sommes des citoyens. Nous subissons au quotidien, dans nos vies et dans nos corps, les violences du capitalisme et des crises écologiques. Nous voyons les inégalités croître à mesure que les richesses sont créées. Nous voyons que la course éperdue de la croissance productiviste épuise la planète et les travailleurs, exclut ceux dont elle n'a pas l'utilité, et dicte sa conduite à des gouvernements qui s'en complaisent. Ces violences se superposent à celles qui perpétuent les inégalités entre hommes et femmes.

Nous ne nous laisserons pas écraser par ces rouleaux compresseurs de la domination.

Nous constatons l'échec des partis politiques qui ont porté beaucoup de nos espoirs mais ne sont pas capables aujourd'hui de penser et de mettre en œuvre des réponses démocratiques positives, socialement justes et écologiquement viables adaptées aux enjeux de notre époque.

Dans une dynamique de coopération basée sur la mutualisation de nos ressources et savoirs, nous faisons converger nos différentes sensibilités dans la création d'une structure politique nouvelle, dans la ligne politique du Manifeste écosocialiste, autour de trois axes interdépendants : écologie, socialisme, démocratie.

Nous voulons une société de justice sociale, basée sur une économie sociale et coopérative respectueuse de la biosphère. Une société dans laquelle les décisions sont prises par la délibération collective de personnes issues de toutes les catégories sociales – économiques, culturelles, de genre -, en ce compris pour la définition des activités économiques qui sont utiles et souhaitables pour le fonctionnement de notre société.

Nous voulons porter ces idées dans la sphère politique pour y réintroduire du débat, parce que nous refusons la pensée unique, qu'elle soit portée par conviction, par fatalisme ou parce que « sans nous, ce serait pire ».

Nous serons présents sur le terrain des luttes. Nous encouragerons l'implication citoyenne à tous les niveaux de la vie publique et sociale, notamment via la création culturelle et l'éducation populaire. La politique se crée dans ces lieux et c'est une condition de réussite démocratique du projet que nous voulons porter.

L'avènement de la société que nous souhaitons passera par un changement des rapports de force et de pouvoir. Nous vous invitons à poursuivre l'élaboration de ce mouvement avec nous.

**ROUGES ET VERTS,
ÇA CHANGE TOUT!**



Un vent citoyen souffle sur la politique

Manifeste du Mouvement VEGA

Manifeste du Mouvement VEGA



Tous ensemble, on peut gagner!